

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.140/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 14 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "portant adaptation de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement", a donné le 18 février 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"De hoogdringendheid wordt gemotiveerd :

- door de overweging dat artikel 32 van de Richtlijn een omzetting verplicht voor elk boekjaar dat begint op 1 januari 2005 of daarna. Deze bepaling beoogt inzonderheid dat het grensoverschrijdend toezicht voor financiële dienstengroepen die in meerdere landen aanwezig zijn effectief en gelijktijdig van toepassing zou zijn en uitvoerbaar door de coördinerende toezichthoudende autoriteit die daar door de richtlijn als verantwoordelijk voor wordt aangeduid, in nauw overleg en samenwerking overigens met andere betrokken toezichthouders. Dit «gereguleerd» internationaal toezicht vereist een gelijktijdige inwerkingtreding van de bepalingen van de richtlijn in alle lidstaten van de Europese Economische Ruimte. De CBFA zal in die zin en als coördinerende of samenwerkende autoriteit in staat moeten worden gesteld te voldoen aan de internationale verplichtingen die de richtlijn aan België oplegt met ingang van 1 januari 2005;
- door de overweging dat het toezicht noodzakelijkerwijze gepaard gaat met een regeling die de naleving ervan kan sanctioneren. Deze regeling sluit evenwel aan bij het bestaand wettelijk kader dat reeds bestaat in de verzekeringswet, de bankwet, de wet op de beleggingsondernemingen en de wet betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, zoals daar in artikel 3 van het voorontwerp naar wordt verwezen. Om zo veel als mogelijk is, te vermijden dat de toezichthoudende overheid zou worden geconfronteerd met een eventuele, uit de grondwet en internationale verdragen afgeleide juridische onzekerheid betreffende de toepasbaarheid van deze sanctionerende bepalingen voor verrichtingen die in financiële dienstengroepen zouden plaatsvinden na 1 januari 2005 maar vóór de publicatie van de omzettingsreglementering, dient de retroactieve werking van de omzettingsbepalingen tot een minimum te worden beperkt;
- voor wat artikel 11 van het voorontwerp van wet betreft, door de overweging dat richtlijn 2001/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 op uiterlijk 13 februari 2004 diende te zijn omgezet; dat het wettelijk kader voor de instellingen voor collectieve belegging naar Belgisch recht door de wet van 20 juli 2004 werd aangepast zodat deze instellingen in aanmerking kunnen komen voor een wederzijdse erkenning van hun vergunning door de andere Lidstaten onder de in de voornoemde richtlijn vastgelegde voorwaarden en teneinde hun concurrentiële positie op de Belgische markt te vrijwaren, dat deze wet evenwel nog moet worden bekendgemaakt in afwachting van de redactie van het bijhorende koninklijk besluit; dat dit voorontwerp in dit kader beoogt enkele onvolkomenheden van de voornoemde wet te corrigeren teneinde de machtigingsbepalingen precies te laten aansluiten bij het desbetreffende ontwerp van koninklijk besluit".

.../...

L'article 7, §§ 6, 13, 14 et 16 est étranger tant à la transposition de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil, qu'à la correction de diverses lacunes dans la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuille d'investissement. Aucune motivation spéciale de l'urgence ne figure dans la demande d'avis en ce qui concerne ces dispositions. La section de législation s'abstient dès lors de les examiner.

Par ailleurs, le chapitre IV - intitulé "Dispositions diverses" - de l'avant-projet regroupe de nombreuses modifications de la loi du 20 juillet 2004, précitée.

Le 18 février 2004, la section de législation du Conseil d'État a été saisie dans un délai de cinq jours ouvrables de l'avant-projet de loi (contenant 243 articles) qui est devenu cette loi du 20 juillet 2004. À ce jour, c'est-à-dire sept mois après son adoption, la loi n'est pas publiée, alors que l'avis du Conseil d'État a été sollicité dans un délai de cinq jours.

Dans cet avis ¹, le Conseil d'État avait observé ce qui suit :

"Compte tenu du nombre important d'affaires dont est saisie la section de législation, des délais qui lui sont imposés, ainsi que du nombre d'avis donnés pendant le délai octroyé pour l'examen du présent avant-projet, il n'en reste pas moins qu'en lui soumettant ainsi in extremis un texte législatif d'une telle ampleur (243 articles), l'auteur de l'avant-projet la contraint de facto à se limiter à un examen nécessairement superficiel des innombrables règles qu'il comporte.

C'est ainsi que le délai insuffisant qui lui est imparti pour s'assurer, notamment, de la correction de la transposition des directives précitées contraint à en privilégier le contrôle a posteriori par la Commission et la Cour de Justice, encore que pareille modalité de contrôle nuise à la sécurité juridique indissociable de l'impératif de prévisibilité que recherchent les agents économiques."

⁽¹⁾ Avis 36.615/2, du 23 février 2004 (Doc. parl., Chambre, session 2003/2004, n° 909/1, p. 224).

Le présent avant-projet s'expose aux mêmes critiques.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limitera son examen au fondement légal de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

1. Le délégué du ministre a été invité à établir un tableau de correspondance entre les dispositions de la directive et celles de l'avant-projet. Afin que les Chambres législatives puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en oeuvre et éviter que l'exercice d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres, ce tableau qui est joint au présent avis doit être annexé au projet de loi.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil d'État relève que, selon la délibération du Conseil des Ministres du 4 février 2005, l'avant-projet sera complété par un texte coordonné des articles à modifier. Ce texte n'était pas joint à la demande d'avis au Conseil d'État. Il appartient à l'auteur du projet de combler cette lacune avant le dépôt du projet au Parlement.

2. Le Chapitre IV - intitulé "Dispositions diverses" - de l'avant-projet de loi, comporte un article 11 dont l'objet est d'apporter des modifications à plusieurs dispositions de la "loi relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement". Il apparaît, aux termes de la motivation de l'urgence, qu'il s'agit en l'occurrence de corriger la loi du 20 juillet 2004 transposant d'une part, la

.../...

directive 2001/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 janvier 2002 ² et, d'autre part, la directive 2001/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 janvier 2002 ³, dont la publication au Moniteur belge n'a pas encore eu lieu dans l'attente que soit finalisé son arrêté d'exécution ⁴. Ces corrections visent à redresser certaines imperfections et à faire plus précisément correspondre les habilitations au Roi que prévoit cette loi avec le contenu de cet arrêté d'exécution.

L'exposé des motifs est muet à l'égard de l'article 11. Il convient de combler cette lacune.

Par ailleurs, il résulte de l'article 13 de l'avant-projet de loi que l'article 11 de l'avant-projet de loi entre en vigueur dix jours après sa publication au Moniteur belge.

Dès lors que l'article 11 de l'avant-projet concerne des dispositions d'une loi non encore publiée, l'attention de l'auteur est attirée sur le fait qu'il devra nécessairement faire coïncider la date de publication des deux lois, ainsi que la date d'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2004, précitée, et celle de l'article 11 du présent avant-projet.

Le choix ainsi fait reporte donc encore dans le temps la publication de la loi du 20 juillet 2004, précitée, et ce, même si, comme le prévoit la notification du Conseil des ministres du 4 février 2005, l'application de l'article 80 de la Constitution est demandé.

(2) Il s'agit de la directive 2001/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 janvier 2002 modifiant la directive 85/611/CEE du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) en vue d'introduire une réglementation relative aux sociétés de gestion et au prospectus simplifiés.

(3) Il s'agit de la directive 2001/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 janvier 2002 modifiant la directive 85/611/CEE du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) en ce qui concerne les placements des OPVCM.

(4) Voir l'avis 38.043/2, donné également dans un délai de cinq jours ouvrables, le 24 janvier 2005 sur un projet d'arrêté "relatif à certains organismes de placement collectif publics".

Compte tenu de ce qui précède, la question se pose de savoir s'il ne serait pas plus indiqué que les dispositions de l'article 11 de l'avant-projet fassent l'objet d'un texte de loi autonome; il serait de la sorte plus aisé de satisfaire à l'exigence de coïncidence des dates de publication et d'entrée en vigueur tant de la loi du 20 juillet 2004, précitée, que de ses modifications prévues par l'avant-projet. Cette solution se justifierait d'autant plus que le contenu et la portée des dispositions de l'article 11 sont distincts de ceux des autres dispositions de l'avant-projet de loi qui visent essentiellement la transposition d'une autre directive européenne à savoir la directive 2002/87/CE, précitée.

3. L'avant-projet de loi reprend dans son chapitre II - intitulé "La surveillance complémentaire portant sur les groupes de services financiers" -, trois dispositions qui, chacune, intègrent un texte identique respectivement dans la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances (ci-après "la loi sur les assurances"), la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit (ci-après "la loi bancaire") et la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements (ci-après "la loi concernant les entreprises d'investissement").

La démarche ainsi suivie est expliquée comme suit dans l'exposé des motifs :

"Le projet de loi que le Gouvernement soumet à votre délibération suit, pour introduire les dispositions relatives à la surveillance complémentaire des conglomérats financiers, la même approche légistique que la législation actuelle relative à la surveillance sectorielle du groupe".

L'auteur de l'avant-projet a donc choisi de transposer, dans trois instruments différents de droit interne, la partie de la directive 2002/87/CE du 16 décembre 2002, précitée, qui regroupe les règles organisant la surveillance complémentaire des entités réglementées qui ont obtenu un agrément conformément aux règles sectorielles et qui appartiennent à un conglomérat financier.

La question se pose cependant de savoir si ce faisant, la directive a bien été en l'occurrence transposée complètement. En effet, dans la mesure où la directive vise les conglomérats financiers, le Conseil d'État s'interroge quant à savoir s'il n'est pas, tant au regard de la lettre que de l'esprit de la directive, contre-indiqué d'en faire figurer la

.../...

définition dans trois textes distincts en l'adaptant à chaque fois compte tenu du secteur visé.

En outre, le choix ne semble pas approprié en termes, d'une part, de lisibilité et, d'autre part, de transparence puisqu'il aboutit, en droit interne, à un certain éparpillement des textes, à la différence de la directive qui ajoute aux différentes législations prudentielles sectorielles applicables aux établissements de crédit, aux entreprises d'assurances et aux entreprises d'investissement, une seule législation prudentielle spécifique aux conglomérats financiers.

Ce choix ne paraît pas non plus le plus judicieux pour procéder aux modifications qu'il y aura éventuellement lieu d'apporter au fur et à mesure de l'évolution du dispositif européen étant donné qu'il faudra, à chaque fois, modifier trois lois.

Il serait en conséquence préférable que soit élaborée une seule législation qui régit les conglomérats financiers de manière transversale en édictant, à l'instar de la directive européenne qu'elle transpose, des règles de caractère transsectoriel et ce, d'autant plus qu'il semble prévu qu'un seul arrêté exécute les trois modifications législatives résultant de l'avant-projet.

Cette manière de procéder garantirait par ailleurs mieux que toutes les hypothèses visées par la directive sont couvertes par le droit interne.

4.1. De l'examen des dispositions de l'avant-projet de loi comparées à celles de la directive 2002/87/CE du 16 décembre 2002, précitée, il semble résulter que des notions essentielles ne sont pas transposées dans l'avant-projet de loi ou n'y sont pas édictées en termes suffisamment clairs, précis et concordants pour pouvoir effectivement affirmer, comme le fait l'exposé des motifs, que "le projet de loi énonce les principes de base de la surveillance complémentaire des groupes de services financiers".

Il en va notamment ainsi de la notion de "conglomérat financier", telle que définie à l'article 2, § 14, de la directive, qui est rencontrée, dans l'avant-projet de loi, par le recours au "groupe de services financiers" afin, précise l'exposé des motifs, de "rester en phase avec la terminologie généralement utilisée en Belgique". Encore faut-il, ce faisant, rencontrer toutes les hypothèses couvertes par la directive : l'identification, par

.../...

application des règles transposant l'article 4 de la directive, d'un conglomérat financier, compte tenu des seuils fixés conformément à l'article 3 de la directive, conduit à soumettre les entités réglementées, au niveau du conglomérat financier, à une surveillance complémentaire au sens du paragraphe 2 de l'article 5 de la directive.

L'article 5, paragraphe 3, de la directive, étend le champ d'application de cette surveillance complémentaire à l'hypothèse du conglomérat financier qui a pour entreprise mère une entité réglementée ou une compagnie financière holding mixte dont le siège social est situé en dehors de la Communauté, cette extension du champ d'application de la surveillance complémentaire se faisant dans la mesure et selon les modalités fixées à l'article 18 de la directive. Or ni la notion de "compagnie financière holding mixte", ni la disposition de l'article 18 qui a trait aux entreprises mères ayant leur siège en dehors de la Communauté - en ce compris si celle-ci est une compagnie financière holding mixte - n'apparaissent transposées dans l'avant-projet de loi.

Il en va de même de la notion de "coordinateur" telle que visée à l'article 10 de la directive qui n'est, comme telle, pas définie dans l'avant-projet de loi, alors qu'elle constitue, en tant qu'elle vise l'autorité compétente chargée de la surveillance complémentaire, un élément clé de la législation prudentielle transversale.

4.2. L'exposé des motifs de l'avant-projet de loi précise que :

"Le projet de loi énonce les principes de base de la surveillance complémentaire des groupes de services financiers et prévoit que les modalités techniques de cette matière complexe seront réglées par arrêté royal".

À la lecture du tableau de correspondance, il apparaît effectivement qu'un nombre important de règles figurant dans la directive seront transposées par le biais d'un arrêté royal d'exécution. L'avant-projet comporte, entre autres, deux dispositions qui organisent une délégation au Roi. Il s'agit plus précisément du paragraphe 1^{er}, 2^o, alinéa 2, des articles 91*octies decies* ⁵ (article 4 du projet), 49*bis* ⁶ (article 5 du projet) et 95*bis* ⁷, en projet, (article 6 du projet), et du paragraphe 2, alinéa 6, des mêmes dispositions. Ces

⁽⁵⁾ De la loi sur les assurances.

⁽⁶⁾ De la loi bancaire.

⁽⁷⁾ De la loi concernant les entreprises d'investissement.

dispositions comportent cependant une habilitation trop large. Dans la mesure où ils en constituent l'ossature, les aspects essentiels de la réglementation concernant les conglomerats financiers doivent en effet trouver leur place dans la loi, les délégations faites au Roi ne pouvant concerner que des questions de détail et ce, même si la marge de manoeuvre que laisse la directive en la matière est restreinte.

En outre, l'attention de l'auteur est attirée sur le fait que si, comme le relève l'exposé des motifs, "cette façon de procéder permettra, par la suite, d'apporter rapidement des modifications aux modalités techniques de la surveillance, afin de répondre le plus adéquatement possible aux évolutions intervenues sur les marchés financiers ainsi que dans la législation financière européenne", elle induit cependant un manque de visibilité dans l'ampleur et la portée de la transposition que réalise l'avant-projet puisqu'il faut pouvoir disposer des deux instruments pour être en mesure de porter une appréciation à cet égard ⁸.

5. Certaines dispositions de l'avant-projet de loi ne sont pas reprises dans le tableau de correspondance. Il en va par exemple ainsi de la modification apportée à l'article 91*ter decies*, § 2 (article 7, § 15, du projet) de la loi sur les assurances, ainsi qu'aux articles 142, 159, § 2, 189, 201 et 202 de la loi du 20 juillet 2004, précitée, (article 10 du projet).

Inversément, certaines dispositions de la directive ne figurent pas non plus dans ce tableau. Tel est par exemple le cas des paragraphes 9 à 11 de l'article 29 de la directive.

⁽⁸⁾ Le Conseil d'État n'a pu disposer du texte du projet d'arrêté.

En outre, le Conseil d'État, dans le bref délai qui lui a été imparti, n'a pas été en mesure de vérifier la pertinence de tous les renvois effectués dans le tableau de correspondance à certaines réglementations déjà existantes. Ainsi est-il indiqué :

- que l'article 25, § 1^{er}, de la directive est transposé dans la "Wet 2.08.2002, art. 75bis, §§ 1 en 2", s'il s'agit de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l'attention de l'auteur est attirée sur ce que cette loi ne semble pas comporter d'article 75bis;
- que l'article 29, §§ 1^{er}, (a) et (b), 6, 7 et 8 sont transposés par le "KB 12.8.1994, art. 2, § 3, 3° - 3^e lid - art. 1, 8° en 9° - art. 4, §§ 2 en 3 - art. 2, § 2 - art. 4, § 3". S'il s'agit de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, l'attention de l'auteur est attirée sur ce que l'article 2, § 3, 3°, de cet arrêté ne semble pas comporter d'alinéa 3 et sur ce que l'article 4 de ce même arrêté ne semble comprendre que deux paragraphes.

Il convient en conséquence de compléter voire de corriger le tableau de correspondance afin que celui-ci offre une vue claire et complète de la transposition de la directive à l'attention des parlementaires.

6. Certaines dispositions de l'avant-projet de loi sont insuffisamment explicitées dans l'exposé des motifs. Ainsi, ne sont pas précisées les raisons pour lesquelles des modifications sont apportées à l'article 3, § 1^{er}, 5°, alinéa 2, de la loi bancaire (article 8 du projet) et à l'article 46, 7°, alinéa 2, de la loi concernant les entreprises d'investissement (article 9 du projet), pour y prévoir que "(...) sont assimilés à des établissements financiers (...), les organismes de liquidation visés à l'article 2, 17°, de la loi du 2 août 2002 ⁹ ainsi que les organismes dont l'activité consiste à assurer, en tout ou en partie, la gestion opérationnelle de services fournis par de tels organismes de liquidation".

⁽⁹⁾ Lire "relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers".

Il ne semble en effet nullement ressortir de la directive 2002/87/CE du 16 décembre 2002, précitée, que de tels organismes y soient visés. Il conviendrait en conséquence que l'exposé des motifs indique clairement la portée de ces modifications et les place en rapport avec la démarche de transposition que poursuit l'avant-projet de loi.

7. En principe, la transposition n'est pas correctement réalisée lorsque l'avant-projet se borne à faire référence à un article d'une directive. Tel est notamment le cas de l'article 91*octies decies*, § 1^{er}, 4°, a) en projet de la loi sur les assurances (article 4 du projet), de l'article 49*bis*, § 1^{er}, 4°, a), en projet de la loi bancaire (article 5 du projet), de l'article 95*bis*, § 1^{er}, 4°, a), en projet de la loi concernant les entreprises d'investissement (article 6 du projet), ainsi que des articles 8, § 5, 9, § 5, 10, § 4 et 11, § 27 du projet.

8. Dès lors que le considérant 16 de la directive 2002/87/CE du 16 décembre 2002, précitée, précise que celle-ci définit des normes minimales et que les États membres sont libres d'adopter des règles plus rigoureuses, il conviendrait que l'exposé des motifs indique s'il a ou non été fait usage de cette faculté et dans l'affirmative de quelle manière cela a été réalisé.

9. Lorsqu'il est fait référence à une norme nationale, elle doit être clairement identifiée avec sa date et son intitulé. L'avant-projet à l'examen contrevient parfois à cette règle. Ainsi par exemple, l'article 11, § 25, du projet se réfère "aux dispositions nationales prises en exécution de la directive 2001/34/CE ou de la directive 89/298/CEE". Il convient d'identifier précisément les dispositions nationales auxquelles il est référé.

Dans le même ordre d'idées, lorsqu'il est fait référence pour la première fois dans le texte à une loi, il faut la viser par sa date et par son intitulé complet. Ainsi, par exemple, à l'article 8, § 1^{er}, du projet, il y a lieu de mentionner la loi du 2 août 2002 avec son intitulé, d'autant plus qu'il y a plusieurs lois du 2 août 2002.

10. Il y a lieu de corriger les erreurs matérielles qui se sont glissées dans l'avant-projet. Ainsi, par exemple, la version française de l'article 95*bis*, § 1^{er}, 2° en projet de la loi concernant les entreprises d'investissement (article 6 du projet) contient deux fois le point c) et a omis le point d).

Dans le même ordre d'idées, il convient à l'article 91*nonies*, § 2*bis*, b), en projet, de la loi sur les assurances (article 7, § 12, du projet) de remplacer les mots " la Commission" par les mots "la CBFA".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.140/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 februari 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende aanpassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs en de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles", heeft op 18 februari 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"De hoogdringendheid wordt gemotiveerd :

- door de overweging dat artikel 32 van de Richtlijn een omzetting verplicht voor elk boekjaar dat begint op 1 januari 2005 of daarna. Deze bepaling beoogt inzonderheid dat het grensoverschrijdend toezicht voor financiële dienstengroepen die in meerdere landen aanwezig zijn effectief en gelijktijdig van toepassing zou zijn en uitvoerbaar door de coördinerende toezichthoudende autoriteit die daar door de richtlijn als verantwoordelijk voor wordt aangeduid, in nauw overleg en samenwerking overigens met andere betrokken toezichthouders. Dit "gereglementeerd" internationaal toezicht vereist een gelijktijdige inwerkingtreding van de bepalingen van de richtlijn in alle lidstaten van de Europese Economische Ruimte. De CBFA zal in die zin en als coördinerende of samenwerkende autoriteit in staat moeten worden gesteld te voldoen aan de internationale verplichtingen die de richtlijn aan België oplegt met ingang van 1 januari 2005;
- door de overweging dat het toezicht noodzakelijkerwijze gepaard gaat met een regeling die de naleving ervan kan sanctioneren. Deze regeling sluit evenwel aan bij het bestaand wettelijk kader dat reeds bestaat in de verzekeringswet, de bankwet, de wet op de beleggingsondernemingen en de wet betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, zoals daar in artikel 3 van het voorontwerp naar wordt verwezen. Om zo veel als mogelijk is, te vermijden dat de toezichthoudende overheid zou worden geconfronteerd met een eventuele, uit de grondwet en internationale verdragen afgeleide juridische onzekerheid betreffende de toepasbaarheid van deze sanctionerende bepalingen voor verrichtingen die in financiële dienstengroepen zouden plaatsvinden na 1 januari 2005 maar voor de publicatie van de omzettingsreglementering, dient de retroactieve werking van de omzettingsbepalingen tot een minimum te worden beperkt;
- voor wat artikel 11 van het voorontwerp van wet betreft, door de overweging dat richtlijn 2001/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 op uiterlijk 13 februari 2004 diende te zijn omgezet; dat het wettelijk kader voor de instellingen voor collectieve belegging naar Belgisch recht door de wet van 20 juli 2004 werd aangepast zodat deze instellingen in aanmerking kunnen komen voor een wederzijdse erkenning van hun vergunning door de andere Lidstaten onder de in de voornoemde richtlijn vastgelegde voorwaarden en teneinde hun concurrentiële positie op de Belgische markt te vrijwaren, dat deze wet evenwel nog moet worden bekendgemaakt in afwachting van de redactie van het bijhorende koninklijk besluit; dat dit voorontwerp in dit kader beoogt enkele onvolkomenheden van de voornoemde wet te corrigeren teneinde de machtigingsbepalingen precies te laten aansluiten bij het desbetreffende ontwerp van koninklijk besluit."

Artikel 7, §§ 6, 13, 14 en 16, heeft niets te maken met de omzetting van richtlijn 2002/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende het aanvullende toezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen en beleggingsondernemingen in een financieel conglomeraat en tot wijziging van de Richtlijnen 73/239/EEG, 79/267/EEG, 92/49/EEG, 92/96/EEG, 93/6/EEG en 93/22/EEG van de Raad en van de Richtlijnen 98/78/EG en 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad, en evenmin met de aanvulling van diverse lacunes in de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles. In verband met die bepalingen komt in de adviesaanvraag geen enkele bijzondere motivering van het spoedeisende karakter voor. De afdeling wetgeving ziet er dan ook van af die bepalingen te onderzoeken.

Voorts worden in hoofdstuk IV van het voorontwerp, met als opschrift "Diverse bepalingen", tal van wijzigingen in de voornoemde wet van 20 juli 2004 samengebracht.

Op 18 februari 2004 is de afdeling wetgeving van de Raad van State gevraagd om binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over het voorontwerp van wet (dat 243 artikelen bevatte) dat die wet van 20 juli 2004 is geworden. Tot dusver, dat wil zeggen zeven maanden nadat die wet is aangenomen, is ze nog steeds niet bekendgemaakt, terwijl de Raad van State gevraagd is het advies te verstrekken binnen een termijn van vijf dagen.

De Raad van State had in dat advies ¹ het volgende opgemerkt :

"Gelet op het grote aantal zaken dat bij de afdeling Wetgeving aanhangig is, op de termijnen die haar zijn opgelegd en op het aantal adviezen dat uitgebracht is tijdens de termijn die toegestaan is voor het onderzoek van dit voorontwerp, neemt zulks evenwel geenszins weg dat de steller van het voorontwerp, door haar in extremis een wetgevende tekst van zulk een omvang (243 artikelen) voor te leggen, haar er de facto toe dwingt zich te beperken tot een noodzakelijkerwijs oppervlakkig onderzoek van de talrijke regels die deze tekst bevat.

⁽¹⁾ Advies 36.615/2 van 23 februari 2004 (Gedr. Stuk Kamer, zitting 2003-2004, nr. 909/1, blz. 224).

De ontoereikende termijn die aan de Raad van State is toegemeten om zich er inzonderheid van te vergewissen dat de voormelde richtlijnen correct worden omgezet, noopt er aldus toe voorrang te geven aan toetsing a posteriori door de Commissie en het Hof van Justitie, ook al schaadt een dergelijke manier van toetsing de rechtszekerheid, die onverbrekkelijk verbonden is met de eis van voorzienbaarheid die door de economische subjecten wordt nagestreefd."

Omtrent het onderhavige voorontwerp kan dezelfde kritiek worden geuit.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. De gemachtigde van de minister is verzocht een tabel op te maken waarin de overeenstemming tussen de bepalingen van de richtlijn en die van het voorontwerp wordt voorgesteld. Om de Wetgevende Kamers in staat te stellen zich met kennis van zaken uit te spreken over de keuze van de middelen die de regering hen voorstelt aan te wenden en om te voorkomen dat de uitoefening van het recht van amendement, dat is vervat in artikel 76 van de Grondwet, de grenzen overschrijdt van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de Lid-Staten laat, moet de bij dit advies gevoegde tabel worden toegevoegd aan het wetsontwerp.

In dezelfde gedachtegang merkt de Raad van State op dat volgens de notificatie van de Ministerraad van 4 februari 2005 het voorontwerp zal worden aangevuld met een gecoördineerde tekst van de te wijzigen artikelen. Die tekst is niet gevoegd bij de aan de Raad van State gerichte adviesaanvraag. De steller van het ontwerp dient die lacune aan te vullen vóór het indienen van het ontwerp bij het parlement.

2. Hoofdstuk IV van het voorontwerp van wet, met als opschrift "Diverse bepalingen", bevat een artikel 11, dat ertoe strekt wijzigingen aan te brengen in

.../...

verscheidene bepalingen van de "wet betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles". Naar luid van de motivering van het spoedeisende karakter is het in casu blijkbaar de bedoeling de wet van 20 juli 2004 aan te passen in zoverre het de omzetting betreft van enerzijds richtlijn 2001/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 ², en anderzijds richtlijn 2001/108/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 ³, een wet die nog niet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, daar gewacht wordt op het uitwerken van het desbetreffende uitvoeringsbesluit ⁴. Die aanpassingen hebben tot doel enkele onvolkomenheden recht te zetten en meer bepaald de in die wet voorgeschreven machtigingen aan de Koning te doen aansluiten bij de inhoud van dat uitvoeringsbesluit.

In de memorie van toelichting wordt niets gezegd over artikel 11. Die leemte moet worden aangevuld.

Voorts volgt uit artikel 13 van het voorontwerp van wet dat artikel 11 ervan in werking treedt tien dagen na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Aangezien artikel 11 van het voorontwerp bepalingen betreft van een wet die nog niet is bekendgemaakt, wordt de steller van het voorontwerp erop gewezen dat hij de datum van bekendmaking van de twee wetten noodzakelijkerwijs zal moeten laten samenvallen, alsmede de datum van inwerkingtreding van de voornoemde wet van 20 juli 2004 met die van artikel 11 van het onderhavige voorontwerp.

Een zodanige keuze heeft tot gevolg dat de bekendmaking van de voornoemde wet van 20 juli 2004 nog wordt verlaet, zelfs al wordt verzocht om de

(²) Het betreft richtlijn 2001/107/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 tot wijziging van richtlijn 85/611/EEG van de Raad tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's) met het oog op de reglementering van beheermaatschappijen en vereenvoudigde prospectussen.

(³) Het betreft richtlijn 2001/108/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 januari 2002 tot wijziging van richtlijn 85/611/EEG van de Raad tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's), betreffende beleggingen van icbe's.

(⁴) Zie advies 38.043/2 van 24 januari 2005, eveneens verstrekt binnen een termijn van vijf werkdagen, over een ontwerp van besluit "met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging".

toepassing van artikel 80 van de Grondwet, zoals te lezen staat in de notificatie van de Ministerraad van 4 februari 2005.

Gelet op het vorenstaande rijst de vraag of het niet veeleer wenselijk is dat de bepalingen van artikel 11 worden opgenomen in een autonome wettekst; het zou aldus gemakkelijker zijn te voldoen aan het vereiste dat de data van bekendmaking en van inwerkingtreding van de voornoemde wet van 20 juli 2004 en van de wijzigingen ervan waarin het voorontwerp voorziet, moeten samenvallen. Die oplossing is des te evidenter daar de inhoud en de draagwijdte van de bepalingen van artikel 11 verschillend zijn van die van de overige bepalingen van het voorontwerp van wet, die hoofdzakelijk de omzetting beogen van een andere Europese richtlijn, te weten de voornoemde richtlijn 2002/87/EG.

3. Hoofdstuk II van het voorontwerp van wet, met als opschrift "Aanvullend toezicht met betrekking tot financiële dienstengroepen", bevat drie bepalingen die elk een identieke tekst invoegen, respectievelijk in de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen (hierna "de verzekeringswet"), de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen (hierna "de bankwet") en de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs (hierna "de wet op de beleggingsondernemingen").

De aldus gevolgde werkwijze wordt als volgt verklaard in de memorie van toelichting :

"Het wetsontwerp dat de Regering u ter beraadslaging voorlegt, volgt voor wat de invoering betreft van de bepalingen inzake aanvullend toezicht met betrekking tot financiële conglomeraten eenzelfde legistieke aanpak als de bestaande Belgische wetgeving inzake het sectoraal groepstoezicht."

De steller van het voorontwerp heeft er dus voor gekozen om in drie verschillende instrumenten van intern recht het gedeelte van de voornoemde richtlijn 2002/87/EG van 16 december 2002 om te zetten dat de regels bevat inzake het aanvullend toezicht op gereguleerde ondernemingen die overeenkomstig de sectorale regels een vergunning hebben verkregen en die deel uitmaken van een financieel conglomeraat.

Evenwel rijst de vraag of de richtlijn aldus wel volledig is omgezet. In zoverre de richtlijn de financiële conglomeraten betreft, vraagt de Raad van State zich

immers af of het, zowel uit het oogpunt van de letter als van de geest van de richtlijn, niet af te raden valt de definitie ervan in drie onderscheiden teksten te doen voorkomen en ze telkens aan te passen naargelang van de bedoelde sector.

Voorts lijkt de keuze niet adequaat, zowel uit het oogpunt van de leesbaarheid als van de transparantie, daar zulks in het interne recht leidt tot een zekere versnippering van teksten, dit in tegenstelling tot de richtlijn, die aan de verschillende sectorale prudentiële wetgevingen toepasselijk op kredietinstellingen, op verzekeringsondernemingen en op beleggingsondernemingen één enkele prudentiële wetgeving specifiek voor de financiële conglomeraten toevoegt.

Die keuze lijkt evenmin bijzonder oordeelkundig wil men wijzigingen aanbrengen, die in voorkomend geval gaandeweg zullen moeten worden aangebracht naargelang van de verdere ontwikkeling van het Europees instrumentarium, daar telkenmale drie wetten zullen moeten worden gewijzigd.

Het zou dan ook verkieslijk zijn één enkele wetgeving uit te werken die de financiële conglomeraten transversaal regelt, waarbij naar het voorbeeld van de Europese richtlijn die erbij wordt omgezet regels van transsectorale aard worden uitgevaardigd, en zulks des te meer daar blijkbaar één enkel besluit zal voorzien in de tenuitvoerlegging van de drie wetswijzigingen voorgeschreven bij het voorontwerp.

Die werkwijze waarborgt voorts beter dat alle gevallen bedoeld in de richtlijn geregeld worden in het interne recht.

4.1. Uit het onderzoek van de bepalingen van het voorontwerp van wet vergeleken met die van de voornoemde richtlijn 2002/87/EG van 16 december 2002 lijkt te volgen dat essentiële begrippen niet worden omgezet in het voorontwerp van wet of erin niet worden behandeld in bewoordingen die voldoende duidelijk, nauwkeurig en overeenstemmend zijn opdat effectief kan worden gesteld, zoals in de memorie van toelichting te lezen staat, dat "het wetsvoorstel de basisbeginselen inzake het aanvullend toezicht met betrekking tot financiële dienstengroepen invoert".

Dit is onder meer het geval met het begrip "financieel conglomeraat", zoals het wordt gedefinieerd in artikel 2, lid 14, van de richtlijn, dat in het voorontwerp van wet wordt weergegeven met de woorden "financiële dienstengroep", daar zulks, zoals in de memorie van toelichting te lezen staat, "in lijn (is) met de terminologie die in België meestal wordt gebruikt". Hoe dan ook moeten aldus alle gevallen worden geregeld waarin de richtlijn voorziet : het identificeren, met toepassing van de regels die artikel 4 van de richtlijn omzetten, van een financieel conglomeraat, rekening houdend met de drempels vastgesteld overeenkomstig artikel 3 van de richtlijn, heeft tot gevolg dat de gereguleerde entiteiten op het niveau van het financiële conglomeraat onderworpen worden aan een aanvullend toezicht in de zin van artikel 5, lid 2, van de richtlijn.

Artikel 5, lid 3, van de richtlijn breidt de werkingssfeer van dat aanvullend toezicht uit tot het geval van een financieel conglomeraat waarvan de moederonderneming een gereguleerde entiteit of een gemengde financiële holding met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap is; die uitbreiding van de werkingssfeer van het aanvullend toezicht geschiedt in de mate en op de wijze zoals bepaald in artikel 18 van de richtlijn. Noch het begrip "gemengde financiële holding", noch het bepaalde in artikel 18 wat betreft de moederondernemingen met hoofdbestuur buiten de Gemeenschap, daaronder begrepen het geval dat ze een gemengde financiële holding is, lijken te zijn omgezet in het voorontwerp van wet.

Hetzelfde geldt voor het begrip "coördinator", genoemd in artikel 10 van de richtlijn, dat niet als zodanig gedefinieerd wordt in het voorontwerp van wet, terwijl het een sleutelbegrip is in de transversale prudentiële wetgeving, vermits het verwijst naar de bevoegde autoriteit belast met het aanvullend toezicht..

4.2. In de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet staat te lezen :

"Het wetsvoorstel voert de basisbeginselen in inzake het aanvullend toezicht met betrekking tot financiële dienstengroepen en bepaalt dat de technische modaliteiten van deze complexe materie bij koninklijk besluit worden geregeld."

Bij het raadplegen van de concordantietabel blijkt inderdaad dat een groot aantal regels die in de richtlijn vervat zijn, zullen worden omgezet door middel van een koninklijk uitvoeringsbesluit. Het voorontwerp bevat onder andere twee bepalingen waarin een overdracht van bevoegdheid aan de Koning wordt geregeld. Het gaat meer

.../...

bepaald om paragraaf 1, onderdeel 2°, tweede lid, van de ontworpen artikelen 91*octies decies*⁵ (artikel 4 van het ontwerp), 49*bis*⁶ (artikel 5 van het ontwerp) en 95*bis*⁷ (artikel 6 van het ontwerp), en om paragraaf 2, zesde lid, van diezelfde bepalingen. Die bepalingen bevatten evenwel een te ruime bevoegdverklaring. Voorzover de essentiële aspecten van de regeling betreffende de financiële conglomeraten de ruggengraat van die regeling vormen, moeten ze immers in de wet worden opgenomen, terwijl de bevoegdheden die aan de Koning overgedragen worden alleen verband mogen houden met detailkwesties en zulks ook al wordt door de richtlijn in dezen maar een beperkte manoeuvreerruimte gelaten.

Voorts wordt de steller van het ontwerp opmerkzaam gemaakt op het feit dat hoewel dit, zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven, "het mogelijk (zal) maken latere wijzigingen aan de technische modaliteiten van het toezicht snel door te voeren, teneinde zo adequaat mogelijk te kunnen inspelen op evoluties in de financiële markten en de Europese financiële wetgeving", het er evenwel toe leidt dat niet voldoende duidelijk is wat de omvang en de reikwijdte is van de omzetting die door het voorontwerp tot stand wordt gebracht, aangezien men over beide instrumenten moet beschikken om in staat te zijn daarover te oordelen⁸.

5. Sommige bepalingen van het voorontwerp van wet zijn niet opgenomen in de concordantietabel. Dat is bijvoorbeeld het geval met de wijziging die wordt aangebracht in artikel 91*ter decies*, § 2, van de verzekeringswet (artikel 7, § 15, van het ontwerp) en met de artikelen 142, 159, § 2, 189, 201 en 202 van de voormelde wet van 20 juli 2004 (artikel 10 van het ontwerp).

Omgekeerd zijn sommige bepalingen van de richtlijn evenmin in die tabel opgenomen. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 29, leden 9 tot 11, van de richtlijn.

(5) Van de verzekeringswet.

(6) Van de bankwet.

(7) Van de wet op de beleggingsondernemingen.

(8) De Raad van State heeft niet kunnen beschikken over de tekst van het ontwerpbesluit.

Bovendien is het de Raad van State, binnen de korte termijn die hem toegemeten is, onmogelijk geweest na te gaan of alle verwijzingen naar reeds bestaande regelingen die de concordantietabel bevat wel relevant zijn. Zo wordt er aangegeven dat :

- artikel 25, lid 1, van de richtlijn omgezet wordt in de "Wet 2.08.2002, art. 75*bis*, §§ 1 en 2"; als daarmee de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wordt bedoeld, wordt de steller van het ontwerp er opmerkzaam op gemaakt dat die wet blijkbaar geen artikel 75*bis* bevat;
- artikel 29, leden 1, (a) en (b), 6, 7 en 8 omgezet worden bij het "KB 12.8.1994, art. 2, § 3, 3°, 3e lid - art. 1, 8° en 9° - art. 4, §§ 2 en 3 - art. 2, § 2 - art. 4, § 3". Als daarmee het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen wordt bedoeld, wordt de steller van het ontwerp er opmerkzaam op gemaakt dat artikel 2, § 3, 3°, van dat besluit blijkbaar geen derde lid bevat en dat artikel 4 van datzelfde besluit blijkbaar slechts twee paragrafen telt.

Bijgevolg dient de concordantietabel te worden aangevuld of zelfs gecorrigeerd opdat die tabel de parlementsleden een duidelijk en volledig beeld geeft van de omzetting van de richtlijn.

6. Omtrent sommige bepalingen van het voorontwerp van wet wordt in de memorie van toelichting niet voldoende uitleg gegeven. Zo wordt niet nader aangegeven om welke redenen artikel 3, § 1, 5°, tweede lid, van de bankwet (artikel 8 van het ontwerp) en artikel 46, 7°, tweede lid, van de wet op de beleggingsondernemingen (artikel 9 van het ontwerp) aldus gewijzigd worden dat daarin wordt bepaald dat "(...) met een financiële instelling gelijkgesteld (worden) (...) de vereffeningsinstellingen waarvan sprake in art. 2, 17°, van de wet van 2 augustus 2002 ⁹ en de instellingen waarvan het bedrijf bestaat uit het gehele of gedeeltelijke operationele beheer van diensten verstrekt door dergelijke vereffeningsinstellingen".

⁽⁹⁾ Lees "betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten".

Uit de voormelde richtlijn 2002/87/EG van 16 december 2002 lijkt immers geenszins voort te vloeien dat zulke instellingen daarin worden bedoeld. Bijgevolg dient in de memorie van toelichting duidelijk te worden aangegeven wat de reikwijdte van die wijzigingen is en moeten die wijzigingen in verband worden gebracht met de totstandkoming van de omzetting die met het voorontwerp van wet wordt beoogd.

7. In principe wordt een richtlijn niet op correcte wijze omgezet als in het voorontwerp alleen wordt verwezen naar een artikel van die richtlijn. Zulks is inzonderheid het geval met het ontworpen artikel 91*octies decies*, § 1, 4°, a) van de verzekeringswet (artikel 4 van het ontwerp), het ontworpen artikel 49*bis*, § 1, 4°, a), van de bankwet (artikel 5 van het ontwerp), het ontworpen artikel 95*bis*, § 1, 4°, a) van de wet op de beleggingsondernemingen (artikel 6 van het ontwerp) en met de artikelen 8, § 5, 9, § 5, 10, § 4, en 11, § 27, van het ontwerp.

8. Aangezien in overweging 16 van de voormelde richtlijn 2002/87/EG van 16 december 2002 wordt bepaald dat deze richtlijn minimumnormen vaststelt en het de lidstaten vrijstaat strengere regels op te leggen, zou in de memorie van toelichting moeten worden aangegeven of al dan niet van die mogelijkheid gebruik is gemaakt en, zo ja, op welke wijze dat is gebeurd.

9. Wanneer naar een nationale regeling wordt verwezen, moet die duidelijk worden aangegeven met vermelding van de datum en het opschrift ervan. In het thans onderzochte voorontwerp wordt soms tegen die regel gezondigd. Zo bijvoorbeeld wordt in artikel 11, § 25, van het ontwerp verwezen naar "de nationale bepalingen uitgevaardigd ter uitvoering van de richtlijn 2001/134/EG of de richtlijn 89/298/EEG". De nationale bepalingen waarnaar verwezen wordt, dienen duidelijk te worden vermeld.

In dezelfde gedachtegang dient, wanneer in de tekst voor het eerst naar een welbepaalde wet wordt verwezen, die wet te worden vermeld met opgave van de datum en het volledige opschrift ervan. Zo bijvoorbeeld dient in artikel 8, § 1, van het ontwerp de wet van 2 augustus 2002 te worden vermeld met opgave van het opschrift ervan, temeer daar er verschillende wetten van 2 augustus 2002 zijn.

10. De schrijffouten die in het voorontwerp geslopen zijn, dienen te worden verbeterd. Zo bijvoorbeeld bevat de Franse tekst van het ontworpen artikel 95*bis*, § 1, 2°, van de wet op de beleggingsondernemingen (artikel 6 van het ontwerp) twee keer een punt c) in plaats van de punten c) en d).

In dezelfde gedachtegang dienen in het ontworpen artikel 91*nonies*, § 2*bis*, b) van de verzekeringswet (artikel 7, § 12, van het ontwerp) de woorden "de Commissie" te worden vervangen door de woorden "de CBFA".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

ANNEXEOMZETTINGSTABEL RICHTLIJN 2002/87/EG "FINANCIËLE
CONGLOMERATEN" VAN 16 DECEMBER 2002ONTWERPRICHTLIJNBELGISCHE WETGEVING

Artikel 1

Wet aanvullend groepstoezicht, art. 2

Artikel 2

- | | |
|------|--|
| (1) | Bankwet, art. 49bis, § 1, 3° |
| (2) | Wet beleggingsondernemingen, art. 95bis, |
| (3) | § 1, 3° |
| (4) | Verzekeringswet, art. 91octies decies, § 1, |
| (5) | 3° |
| | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 6° |
| (6) | Bankwet, art. 49bis, § 1, 4° |
| | Wet beleggingsondernemingen, art. 95bis, § 1, 4° |
| | Verzekeringswet, art. 91octies decies, § 1, 4° |
| | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 7° |
| (7) | Wet aanvullend groepstoezicht, art. 3 |
| | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 4° |
| (8) | Bankwet, art. 49bis, § 1, 4° |
| | Wet beleggingsondernemingen, art. 95bis, § 1, 4° |
| | Verzekeringswet, art. 91octies decies, § 1, 4° |
| | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 7°, eerste lid |
| (9) | Bankwet, art. 49bis, § 1, 6° |
| (10) | Wet beleggingsondernemingen, art. 95bis, |
| (11) | § 1, 6° |
| | Verzekeringswet, art. 91octies decies, § 1, |
| | 6° |
| | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 9° |
| (12) | Bankwet, art. 49bis, § 1, 1° |
| | Wet beleggingsondernemingen, art. 95bis, § 1, 1° |
| | Verzekeringswet, art. 91octies decies, § 1, 1° |
| | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 10° |
| (13) | KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 9° |

.../...

	(14), 1 ^e lid	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 1, 2° Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 1, 2° Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 1, 2° KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 11°
	(14), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, toelichting
	(15)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 1, 5° Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 1, 5° Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 1, 5° KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 12°
	(16)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 13°
	(17)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 14° en de toelichting
	(18)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 15°
	(19)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 16°
Artikel 3	(1)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 2
	(2), 1 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 3, 1 ^e lid, a)
	(2), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 7°, 2 ^e lid en 2, § 3, 2 ^e lid
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 3, 1 ^e lid, b) en 3 ^e lid, en de toelichting
	(4)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 4
	(5)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 4, 1 ^e lid, c)
	(6)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 5
	(7)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 2, § 6
Artikel 4	(1)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 3, § 1
	(2)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 3, § 2

Artikel 5	(1)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , §§ 2 t/m 4 Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , §§ 2 t/m 4 Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , §§ 2 t/m 4 KB aanvullend groepstoezicht, art. 4 t/m 7
	(2), 1 ^e lid	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , §§ 2 en 3 Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , §§ 2 en 3 Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , §§ 2 en 3 KB aanvullend groepstoezicht, art. 4 en 5
	(2), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 8
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 6
	(4), 1 ^e en 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 7 en 17
	(4), 3 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, toelichting
	(5)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , §§ 2, 8 ^e lid, en 3 Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , §§ 2, 8 ^e lid, en 3 Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , §§ 2, 8 ^e lid, en 3
Artikel 6	(1)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 2, 3 ^e lid KB aanvullend groepstoezicht, art. 9
	(2), 1 ^e en 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 9, § 1
	(2), 3 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, § 1
	(2), 4 ^e en 5 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 12
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 9, § 2, 1 ^e lid
	(4), 1 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, bijlage I, 2.1
	(4), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, bijlage I, 4.1
	(5), 1 ^e , 2 ^e en 3 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 9, § 2, 2 ^e lid
	(5), 4 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 20, § 2

Artikel 7	(1)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Verzekeringwet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 2, 3 ^e lid KB aanvullend groepstoezicht, art. 10
	(2), 1 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 12
	(2), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, § 1
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 10, § 4, 1 ^e lid
	(4)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 10, § 4, 2 ^e lid
Artikel 8	(1)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Verzekeringwet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 2, 3 ^e lid KB aanvullend groepstoezicht, art. 11
	(2), 1 ^e en 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 12
	(2), 3 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, § 1
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 11, § 4, 1 ^e lid
	(4)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 11, § 4, 2 ^e lid
Artikel 9	(1)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 2, 3 ^e lid Verzekeringwet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 2, 3 ^e lid KB aanvullend groepstoezicht, art. 13
	(2)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 13, §§ 1 en 2
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 13, §§ 1 en 3
	(4)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 13, § 4
	(5)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, § 1
Artikel 10	(1) en (2)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 18, §§ 1 t/m 3
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 18, § 4

Artikel 11	(1)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, §§ 1 en 2, en 25
	(2)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 24, § 3
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, § 3
Artikel 12	(1), 1 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 24, § 1, 1 ^e lid
	(1), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, toelichting
	(1), 3 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 24, § 1, 2 ^e lid
	(2)	Bankwet, art. 9 en 24 Wet beleggingsondernemingen, art. 49 en 67, § 2 Verzekeringswet, art. 6 <i>bis</i> en 23 <i>bis</i> , § 1 <i>bis</i> KB aanvullend groepstoezicht, art. 25 en 26
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 24, §§ 2 en 3
	(4), 1 ^e lid	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , § 2, 8 ^e lid Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , § 2, 8 ^e lid Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , § 2, 8 ^e lid KB aanvullend groepstoezicht, art. 24
	(4), 2 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 24, § 1, laatste lid
Artikel 13		KB aanvullend groepstoezicht, art. 14
Artikel 14	(1)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 22
	(2)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 20 en 21
Artikel 15		KB aanvullend groepstoezicht, art. 23
Artikel 16	1 ^e en 2 ^e lid	Bankwet, art. 57, 102 en 103 Wet beleggingsondernemingen, art. 104, 108 en 109 Verzekeringswet, art. 71, 81 en 82 Wet 2.08.2002, art. 75, §§ 1 en 2 KB aanvullend groepstoezicht, art. 19, § 1
	3 ^e lid	KB aanvullend groepstoezicht, art. 26, 2 ^e lid

Artikel 17	(1)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 26
	(2)	Bankwet, art. 102, 103 en 104 Wet beleggingsondernemingen, art. 108, 109 en 148 Verzekeringswet, art. 81 en 82
Artikel 18	(1)	Bankwet, art. 49 <i>bis</i> , §§ 2 en 3 Wet beleggingsondernemingen, art. 95 <i>bis</i> , §§ 2 en 3 Verzekeringswet, art. 91 <i>octies decies</i> , §§ 2 en 3 KB aanvullend groepstoezicht, art. 16, § 2
	(2)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 16, § 3
	(3)	KB aanvullend groepstoezicht, art. 16, § 4
Artikel 19		Zonder voorwerp
Artikel 20		Zonder voorwerp
Artikel 21		KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 18°
Artikel 22	(1)	Verzekeringswet, art. 6 <i>bis</i>
	(2)	Verzekeringswet, art. 15 <i>bis</i> , § 4
Artikel 23	(1)	Verzekeringswet, art. 6 <i>bis</i>
	(2)	Verzekeringswet, art. 15 <i>bis</i> , § 4
Artikel 24	(1)	Verzekeringswet, art. 23 <i>bis</i> , § 1 <i>bis</i>
	(2)	Wet 2.08.2002, art. 75, §§ 1 en 2
Artikel 25	(1)	Verzekeringswet, art. 23 <i>bis</i> , § 1 <i>bis</i>
	(2)	Wet 2.08.2002, art. 75 <i>bis</i> , §§ 1 en 2
Artikel 26		Wet beleggingsondernemingen, art. 95, §§ 1, 1 ^e lid, 2°, en 5

Artikel 27	(1)	Wet beleggingsondernemingen, art. 49
	(2)	Wet beleggingsondernemingen, art. 67, § 2
Artikel 28	(1)	Verzekeringswet, art. 91 <i>bis</i>
	(2)	Verzekeringswet, art. 91 <i>septies</i> , § 2, 1 ^e lid
	(3)	Verzekeringswet, art. 91 <i>quater</i> en 91 <i>octies</i>
	(4), 1 ^o lid 2 ^o lid	Zonder voorwerp Verzekeringswet, art. 91 <i>ter bis</i>
	(5)	KB 22.02.1991, Bijlage V, I, 1. 1., laatste alinea
	(6)	Verzekeringswet, art. 91 <i>nonies</i> , § 2 <i>bis</i>
Artikel 29	(1)(a)	KB 12.8.1994, art. 2, § 3, 3 ^o , 3 ^e lid CBFA besluiten over het eigen vermogen van de kredietinstellingen en van de beursvennootschappen, art. 1, 17 ^o <i>bis</i>
	(1)(b)	Bankwet, art. 49, §§ 1, 2 ^o , en 5 KB 12.8.1994, art. 1, 8 ^o en 9 ^o
	(2)	Bankwet, art. 9
	(3)	Bankwet, art. 24, § 2
	(4)	CBFA besluiten over het eigen vermogen van de kredietinstellingen en van de beursvennootschappen, art. 14, § 4
	(5)	Bankwet, art. 32, § 4
	(6)	KB 12.8.1994, art. 4, §§ 2 en 3
	(7)	KB 12.8.1994, art. 2, § 2
	(8)	KB 12.8.1994, art. 4, § 3
Artikel 30		Bankwet, art. 3, § 1, 5 ^o , 2 ^e lid Wet beleggingsondernemingen, art. 46, 7 ^o , 2 ^e lid KB aanvullend groepstoezicht, art. 1, 7 ^o
Artikel 31		Zonder voorwerp
Artikel 32, 33, 34		Wet aanvullend groepstoezicht, art. 2 KB aanvullend groepstoezicht, art. 30 en 31

Bijlage 1	Inleiding	KB aanvullend groepstoezicht, bijlage I, pt. 1
	I	KB aanvullend groepstoezicht, bijlage I, pt. 3
	II	KB aanvullend groepstoezicht, bijlage I, pt. 2
Bijlage II		KB aanvullend groepstoezicht, art. 10, 11 en 12
